Déclaration FCPE dans les collèges et lycées Suite d'un projet de motion rejetant la DHG

La préparation de la rentrée 2007 s'effectue dans un cadre national caractérisé par une restriction des moyens, notamment en personnels, dans le 1^{er} et le 2nd degré.

En 2006, c'est une baisse de 33 % des recrutements, tous corps confondus, du second degré, soit 12.000 créations de postes pour 18.000 départs en retraite. Entre 2003 et 2007, il y a eu 20.593 suppressions de postes pour 155.700 élèves en moins, toujours dans le second degré, soit 1 suppression de poste pour 8 élèves en moins.

Force est de constater que notre département subit les mêmes conséquences, avec doit-on le rappeler, une dotation moyenne de postes bien inférieure à la moyenne nationale. Le département des Hauts-de-Seine se situe dans le peloton de queue.

Cette année encore, les DHG proposées en collège et lycée, prennent en compte les incidences de décrets non encore parus lors de leur élaboration.

L'année passée il s'agissait des heures obligatoires en 5^{ème} et 4^{ème} (baisse d'une demi-heure dans chaque niveau).

Cette année il s'agit de la refonte du décret de 1950 sur les heures statutaires.

A cela s'ajoutent des décisions prises pour les pratiques sportives de l'UNSS, suite à un rapport dont nous n'avons d'ailleurs pas connaissance.

En tant que parents nous n'engagerons pas le débat sur le bien fondé, ou non, de la révision du décret de 1950 car on peut supposer qu'elle n'aura aucune incidence directe sur les enseignements dispensés. S'agit-il réellement d'une mesure rendue nécessaire par l'évolution du système éducatif ? Ou s'agit-il d'un artifice rendu nécessaire par la baisse du nombre de professeurs ?

Nous nous demandons quels seront les autres dispositifs utilisés, à court terme, pour palier les baisses continues de recrutements des enseignants à prévoir pour les prochaines années,

Projet de motion :

Nous, représentants des parents d'élèves, élus au conseil d'administration de : _____
dénouons les conséquences du budget de l'éducation nationale qui n'épargneront aucun établissement à la rentrée 2007.

Nous ne pouvons pas voter en faveur de la répartition de la dotation horaire qui nous est proposée car elle suppose que nous acceptons les restrictions opérées et les redéploiements effectués.

Nous exigeons donc que le budget de l'Education nationale soit abondé à la hauteur des besoins pour que tous les collèges et lycées puissent assurer l'ensemble de leurs missions.